

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Autre-coupure-de-service-de-Aguas-Argentines-de-Suez-Lyonnaise-des-Eaux-et-d-EDF-Eaux-troubles-avec-accent-francais>

# **Autre coupure de service de Aguas Argentines de Suez-Lyonnaise des Eaux et d'EDF : Eaux troubles avec accent français.**

Date de mise en ligne : mardi 21 octobre 2003

- Argentine - Économie - Privatisées - Services Publics : eau, électricité, ordures, etc -

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Une défaillance électrique a provoqué une nouvelle interruption dans le service d'eau potable, la deuxième en un peu plus d' un mois. Les déclarations du dirigeant d'Electricité de France (EDF) - qui contrôle Edenor et qui a des intérêts dans des Aguas Argentinas - ont attiré l'attention de l'organisme régulateur. Alerte sur la vulnérabilité de la prestation.**

**Les eaux argentines sont encore troublées.**

La coupure d'approvisionnement, qui a affecté plusieurs quartiers de la Ville de Buenos Aires et sa banlieue, a donné lieu hier à une succession d'explications qu'un représentant de l'Etoss - organisme étatique de contrôle - a qualifié de « confuses ». Le chef de Gouvernement de la Ville de Buenos Aires, Aníbal Ibarra, a dit à Página/12 qu' il n'a pas, au moins pour le moment, d'éléments pour considérer que la coupe ait été intentionnelle. Toutefois, il a signalé que "si elle n'était pas accidentel, laisser tout Buenos Aires sans eau à cause d' une négociation serait un motif suffisant pour résilier le contrat et porter plainte".

Ibarra, aussi touché par la coupure dans sa maison de Ville Ortúzar, a été dans l'usiner de Aguas Argentinas à midi, pendant 45 minutes. Sa conclusion et celle du gouvernement de la Capitale est que tout le système révèle "une situation de vulnérabilité très grande, parce que dans le meilleur des cas une clé thermique qui tombe en panne laisse toute la ville sans eau et la solution tarde pendant des heures à arriver". Le chef de Gouvernement a rappelé qu'il avait déjà été chez Aguas Argentinas il y a un mois et demi, quand un mystérieux problème de potabilisation s'est produit.

Abel Fatała, secrétaire d'Oeuvres Publiques de la Ville de Buenos Aires, a signalé le risque "d'une extorsion par les entreprises privatisées". Il a dit que si on constate "une négligence dans la maintenance qui doit se faire sur les lieux clef des opération des services, nous n'hésiterons pas à organiser une contre pression : par exemple, en habilitant les habitants pour qu'ils fassent leurs réclamations devant le Gouvernement de la Ville, qui les portera politiquement ". Les prestataires de services sont sous juridiction fédérale.

L'eau a manqué, ou est arrivée avec une basse pression dans des quartiers de la zone nord de la Capitale et de sa banlieue, et dans des hautes zones comme Devoto, Caballito et Parque Chacabuco. Le Secrétariat d'Oeuvres Publiques de la Ville, admettant que la responsabilité incombe à Aguas Argentinas, a donné l'alarme sur "l'effondrement de machines qui devraient être en pleine vie utile". Le Gouvernement a décidé que les organismes régulateurs fassent des recherches aussi bien du côté d'Edenor - qui nie toute responsabilité dans ce qui est arrivé - que d'Aguas Argentinas.

Selon l'information fournie hier à 11 heures par Aguas Argentina, l'usine d'épuration San Martín "a suspendu sa production d'eau entre 6.30 et 10.30, à cause d'une coupure d'énergie interne, suite à un manque détecté dans la sous-station qui nourrit cette dernière". L'entreprise a indiqué que le service serait régularisé "dans la journée de manière progressive" et que "étant donné la défaillance il pourra se produire que l'eau soit trouble, mais que cela n'affectera pas la potabilité". Face à une telle situation, "on recommande de laisser courir l'eau quelques minutes". En outre, l'entreprise a recommandé aux usagers qu'ils "collaborent en augmentant les soins par rapport à l'utilisation de l'eau" et a informé la mise en oeuvre "d'un opération d'urgence pour s'occuper des besoins des clients les plus sensibles, comme les hôpitaux, centres de santé gériatriques et maisons de retraites". À quatre heures de l'après-midi, on a annoncé "le rétablissement du service".

Carlos Vilas, directeur de l'Etoss, représente cet organisme au Gouvernement national. Devant une telle situation il

est allé à 15 hs 15 dans l'usine d'épuration de Aguas Argentinas. "J'ai parlé avec Jean-Bertrand Lemire, directeur général de Aguas Argentinas, et avec l'ingénieur Camus, directeur de l'usine", a expliqué Vilas. "Les deux m'ont expliqué que le problème s'est présenté à 6 heures ou 6hs 15 dans la sous-station qu'Edenor a dans l'usine et qui les approvisionne en énergie. Ils ont insisté sur le fait que la responsabilité est d'Edenor." Selon Vilas, les autorités de Aguas Argentinas "ont aussi dit que cela a pris à Edenor entre 30 et 50 minutes pour y aller qui avait essayé de justifier ce retard en alléguant que la panne était arrivée au changement de tours de travail". "Ce qui attire l'attention c'est que, étant donné que cette sous-station est stratégique pour l'approvisionnement d'un autre service, l'eau potable, Edenor n'ait pas une garde technique permanente dans cette sous-station", a commenté Vilas. Il a ajouté que "Lemire m'a dit que les gens d'Edenor se sont trompés d'abord de diagnostic et c'est pourquoi ils ont tardé autant à résoudre le problème".

Peu avant 18 heures, le porte-parole de Aguas Argentinas, Adriana Lauro, a attribué la panne "à un problème dans un transformateur d'une sous-station qui est à l'intérieur de l'usine", et a ajouté que "bien que ce transformateur soit dans notre propriété et il est de notre responsabilité, comme l'énergie nous vient d' Edenor, ils sont venus nous aider pour voir quel était le problème". "Edenor n'a pas été retardé en outre : ils sont venus rapidement, dans le temps que cela prend d'arriver ". Sur la dernière cause du problème, "nous sommes en étape diagnostique", mais "nous n'attribuons pas responsabilité à Edenor".

Le chef de presse d'Edenor, Alberto Lippi, a dit que "Edenor n'a eu aucune responsabilité dans ce fait. Aguas Argentinas, client d'Edenor, a eu un problème à 6hs 06 : il a demandé de l'aide, on lui a envoyé une unité avec du personnel technique qui a aidé à trouver la faille, qui s'était produite après le point d'approvisionnement, c'est-à-dire, dans les installations du client ". Ces versions sont en ligne avec celles des autorités de Aguas Argentinas donné hier à des fonctionnaires du Gouvernement approximativement à 16 hs 30. "Cela veut dire que, qu'après que je soit parti, ils ont changé la version", a affirmé Vilas et qui a qualifié comme "déclarations confuses" celles de Aguas Argentinas.

Des fonctionnaires de l'Etoss estimaient que le changement présumé dans la position de Aguas Argentinas pourrait être lié à des déclarations de Gerard Creuzet, dirigeant d'Electricité de France -EDF- (qui a le contrôle de Edenor et une participation chez Aguas Argentinas) faites hier à à 16 hs 05 : "Edf-Edenor a rempli jusqu'à présent la prestation d'un service adéquat, mais le manque d'une recomposition tarifaire rend très difficile la continuité de la prestation dans les meilleures conditions à court terme", a affirmé le fonctionnaire.

Pour sa part, le président de l'Etoss, Miguel Saiegh, a souligné qu' "il serait prématuré d'attribuer ce qui est arrivé à Aguas Argentinas ou Edenor" et a annoncé "une recherche sur chacune des deux entreprises. Dans les prochaines 48 heures, nous nous consacrerons d'avantage à prendre connaissance des faits et donnerons le rapport d'intervention à l'ENRE (Organisme Régulateur de l'Énergie) pour qu'il fasse des recherches à Edenor ".

Fatala a dit que "selon l'information que nous a fournie le directeur général de Aguas Argentinas, la défaillance a été provoquée par une clé thermique, qui sont au nombre de 80 dans les installations de l'usine de retraitement : ceci met en évidence la vulnérabilité d'une installation où la panne d'une seule clé a laissé toute l'usine hors service", a observé Fatala, qui a ajouté que "selon les techniciens de Aguas Argentinas, ces appareils ont 20 années de vie utile et ont été installés il y a dix ans, c'est pourquoi ces pannes ne devraient pas se produire".

### **Coupes et accusations dans ce bras de fer sur les tarifs.**

**Par Alfredo Ves Losada.**

La coupure d'eau qui s'est produite hier dans la Capitale et une partie de sa banlieue s'ajoute à une longue liste de ratés entre le Gouvernement national et les entreprises privatisées chargées de fournir les services de base. Un des sommets de ce conflit a été le 6 août dernier, quand après une interruption de l'approvisionnement électrique par

Edesur, qui a affecté 400.000 utilisateurs dans la Capitale et sa banlieue, le président Nestor Kirchner lui-même a alerté à la population contre la possible utilisation de ce type de manoeuvres comme une tentative soutirer au Gouvernement une augmentation des tarifs. Aguas Argentines a fait ce qu'elle a voulu un mois plus tard, quand elle a laissé à secs les canalisations de Capitale et de la banlieue.

"Espérons que la coupeure d'électricité de ce matin ne soit pas une attitude de pression, parce qu'elle prendrait un très mauvais chemin. Les gens doivent être vigilants", a averti Kirchner, ce 6 août. Cette réaction inhabituelle a montré la tension du débat entre le Gouvernement et les entreprises privatisées, qui depuis lors a été nourri par davantage de coupures, critiques et versions croisées. Tout dans le cadre d'une dure bataille pour la révision des contrats de concession d'une part et la demande d'un réajustement dans les tarifs des services, d'autre part.

Face à cette coupeure de courant du 6 août, Edesur a préféré ne pas répondre publiquement, et s'est limité à donner les raisons techniques du problème. Comme l'a expliqué l'entreprise, la chute de trois pilône de haute tension dans la localité de Monte Grande, causées par le vol des « profils » qui les soutenaient, est à l'origine de la coupeure d'énergie qui "a provoqué l'arrêt du service dans 11 sous-stations". Moins d'un mois après, le 3 septembre, au milieu de la semaine plus de 6 millions de personnes sont restées sans approvisionnement d'eau pendant 14 heures alors que Aguas Argentinas a décidé de l'interrompre sans avis préalable à cause de l'apparition de supposées substances toxiques dans el Rio de la Plata, ce qui lui a valu des critiques graves de la part du Gouvernement, qui l'a menacé l'entreprise d'une remise en question de la concession.

Ce qui a été à l'origine de cette interruption du service, selon le concessionnaire, fut la détection par l'usine d'épuration Général San Martín, de Palerme, d'un composé appelé du phénol, qui donne un mauvaise goût et odeur à la production pour la consommation, et qui dans de grandes concentrations peut s'avérer hautement nuisible. Mais ces arguments n'ont pas trop convaincu le Gouvernement. On a alors déclenché une recherche pour déterminer si les fondements brandis par A.A. justifiaient une coupeure qui a été qualifiée comme "soudaine, abrupte et unilatérale".

Le ministre de Planification Fédérale, Julio de Vido, a critiqué à cette occasion l'action unilatérale de l'entreprise et a indiqué qu' "un maniement correct de l'urgence aurait permis d'éviter le manque d'eau dans des hôpitaux et les écoles". Contrairement à la coupeure d'hier, qui est dans une grande partie de la ville passée inaperçue parce qu' arrivée un dimanche, celle du 3 septembre fut au milieu de semaine et, en plus d'affecter des millions d'utilisateurs, a provoqué l'interruption des classes dans plusieurs établissements. Quelques jours plus tard, un rapport effectué par des experts dans le cadre d'une enquête ouverte par la Justice Fédérale, et qui est tombée entre les mains du juge Juan Jose Galeano, a déterminé que l'eau "était odorante et avait un goût " qui la rendait désagréable pour la consommation, "mais que cela n'affectait pas la potabilité du liquide". Parmi le corps d'experts qui ont effectué cette analyse se trouvaient les experts de Préfecture, de l'Université de Buenos Aires, de la Policier Fédérale et de l'entreprise elle-même.

Bien que le Gouvernement ait menacé par des sanctions, jusqu'à présent l'entreprise a seulement reçu un avertissement. Toutefois -on assure au sein l'Etoss-, qu'on étudie encore l'application d'une amende. D'autre part, le plus récent antécédent d'interruption d'un service s'est produit il y a à peine 4 jours. Jeudi de la semaine passée, s'est produite une nouvelle coupeure d'électricité qui a laissé pendant 15 minutes sans énergie électrique 380 000 clients Edesur et d'Edenor, dans la ville de Buenos Aires. Comme l'a expliqué la première des deux entreprises, la cause de cette coupeure est "un incendie intentionnel qui a été provoquée par des tiers sous les lignes d'un secteur riverain du parti d'Avellaneda". Ce qui est sûr c'est qu'à 13hs 49 presque toute la zone sud, centre et une partie de la zone nord de la Capitale se sont vu privées d'approvisionnement. Cette fois la coupeure a affecté le coeur du pouvoir politique : même la Casa Rosada est restée dans le noir.

Une fois de plus, le Gouvernement a réagi avec dureté. Le chef de Cabinet, Alberto Fernández, a déclaré en conférence de presse qu'il était "très étonnant" qu' après chaque plainte contre les entreprises ait lieu une nouvelle

coupage. Et que le jour précédent, des porte-parole du secteur énergétique avaient publiquement déclaré que le système électrique était dans "situation limite".

### Clés

- ▶ Entre les 6 hs 30 et 10 hs 30, on a interrompu hier le fonctionnement de l'usine d'épuration de Palermo, de Aguas Argentines. La panne a produit des coupures et des chutes de pression dans des quartiers de la Capitale et de la banlieue.
- ▶ L'entreprise Aguas Argentinas, à 11 hs, a attribué la cause "à une défaillance dans la sous-station qui nourrit l'usine". Après 16 heures, elle a spécifié que ce qui était arrivé avait été "la responsabilité exclusive de cette entreprise".
- ▶ Toutefois, un représentant de l'organisme étatique contrôleur (Etoss) a soutenu que, avant 16 hs, des autorités de Aguas Argentinas avaient attribué la responsabilité à Edenor. Des fonctionnaires de l'Etoss ont lié cette hypothèse de changement avec une demande pour des augmentations de tarifs électriques qu'a été présenté à 16:05.
- ▶ Le secrétaire d'Oeuvres Publiques de Buenos Aires a signalé le risque "d'une extorsion par les entreprises privatisées" et a indiqué "la faiblesse des installations".

[Página 12](#). Buenos Aires, 20 octobre 2003

*Post-scriptum :*

**Traduction pour El Correo** : Carlos Debiasi